

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 1

Artikel: Le nouvel ordre international vu de la Russie
Autor: Mikhailov, Georgiy
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345259>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

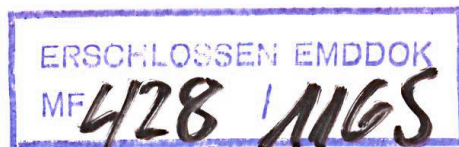
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le nouvel ordre international vu de la Russie

Par le colonel-général Georgiy Mikhailov¹

Une déclaration solennelle de vingt-deux Etats de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, en novembre 1990, marquait la fin de la guerre froide, ce qui a provoqué un énorme soulagement chez de nombreux analystes en Occident. Ils croyaient voir le début d'une ère de tranquillité et de paix. La perception à l'Est était bien différente. A Moscou, les experts qui s'occupaient de sécurité internationale prévoyaient une dégradation de la situation en Union soviétique, par conséquent en Europe, éventuellement une détérioration de la sécurité au niveau mondial. Ce qui se passe actuellement dans plusieurs régions de l'ancienne Union soviétique a très peu à faire, on en conviendra, avec la stabilité!

Comme durant la guerre froide, les années à venir vont probablement être marquées par des difficultés grandissantes dans le domaine de la sécurité internationale. L'Europe de l'Est se trouve dans une crise économique plus grave que la grande crise de 1930, à l'Ouest. Cela s'explique d'abord par l'in-

stabilité sociale et politique dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) où les forces favorables à la démocratie sont encore très jeunes et inexpérimentées. Dans la partie sud de la CEI, des conflits très sanglants ont éclaté. La plus importante partie de l'ancienne Union soviétique, la Russie, n'arrive pas non plus à trouver le calme. Pourtant, tous ces nouveaux Etats représentent un potentiel politique et économique décisif pour l'avenir de la planète.

L'Union soviétique n'existe plus, tout comme le Pacte de Varsovie : l'éclatement a eu lieu. Ce qui en subsiste apparaît comme un amalgame de peuples, de régimes et de valeurs sociales très différents. Famines, guerres civiles, nationalismes agressifs ne sévissent pas seulement à l'intérieur de la CEI, mais aussi dans d'autres pays. Le nationalisme est entré en confrontation avec les idéologies. En peu de temps, il a «contaminé» d'importantes masses humaines. On peut donc voir de différentes façons l'évolution de la CEI.

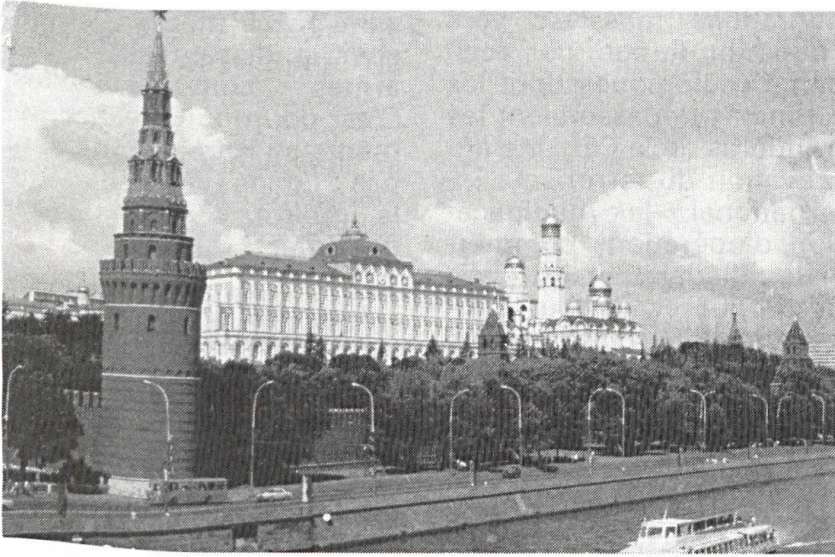
Des scénarios possibles...

Première hypothèse, une confédération se crée, au sein de laquelle un contrôle central s'exerce sur le potentiel militaire, les systèmes d'alerte, le contrôle de l'espace et de l'espace aérien, mais surtout sur les moyens stratégiques et les fusées balistiques. Les discussions, actuellement, vont dans ce sens.

Deuxième hypothèse, une alliance politico-militaire d'Etats complètement indépendants se crée, qui ne placent qu'une partie de leurs forces militaires nationales sous un commandement unique. Dans un tel cas, la Russie jouerait un rôle semblable à celui des Etats-Unis dans l'OTAN.

Troisième hypothèse, une désintégration totale de la Communauté des Etats indépendants provoque la dispersion du potentiel militaire de l'ancienne Union soviétique. Les différents gouvernements de la région se lancent alors dans des courses aux armements. Des conflits ethniques éclatent au sein des Etats de la Communauté;

¹ Le colonel-général Georgiy Mikhailov, figurant actuellement dans les cadres de réserve, est conseiller d'un institut spécialisé dans des études consacrées aux Etats-Unis et au Canada, qui dépend de l'Académie russe des sciences. Le général Mikhailov a été attaché militaire à Washington, à l'époque du président Carter. Les sous-titres sont de la rédaction.



Le Kremlin, centre névralgique de la Fédération de Russie.

des revendications territoriales émises par divers voisins aboutissent à des guerres civiles, à des conflits internationaux, voire à un conflit généralisé.

Tout cela se produirait à l'ombre du potentiel nucléaire de l'ancienne Union soviétique qui se trouve, aujourd'hui encore, sur les territoires de trois Etats en plus de la Russie. En Ukraine se trouvent 176 fusées intercontinentales (130 SS-19, 46 SS-24, soit 1360 têtes nucléaires), ainsi que des bombardiers stratégiques *Blackjack*; au Kazakhstan, 104 fusées lourdes de type SS-18S avec 1040 têtes nucléaires et des bombardiers *Bear-H*; en Biélorussie, des armes stratégiques sont également stationnées. Les autorités, en Ukraine et au Kazakhstan, ne se hâtent pas de se débarrasser de ces armes stratégiques nucléaires et de les transférer en Russie, bien que leurs populations manifestent contre ces armements et

les centrales nucléaires, plus particulièrement contre Tchernobyl et les essais atomiques de Semipalatinsk.

...et des dangers

S'ajoute à cela que, dans les républiques, lors de la constitution de la CEI, se manifestaient des tendances séparatistes qui expliquent que leurs gouvernements aient refusé toute forme d'union économique et politique. Exception faite de la Russie, éventuellement de l'Ukraine, aucun de ces nouveaux Etats n'était en mesure d'atteindre à l'autonomie économique, chacun d'entre eux ayant, au contraire, un impérieux besoin d'aide dans ce domaine. Plusieurs sont de plus politiquement très instables, connaissant depuis des mois des troubles et des conflits internes. Un nationalisme débridé semble avoir remplacé l'idéologie communiste

dans un certain nombre de républiques...

Très dangereuse également l'aggravation d'un nationalisme «grand-russe» dû aux discriminations, aux violations des droits fondamentaux dont souffrent les populations russes dans les républiques de l'ancienne Union soviétique. Il s'agit plus particulièrement des minorités de langue russe dans les Etats baltes, dans le Caucase et en Asie centrale, qui forment entre le 10 et le 50% des habitants de ces républiques. En tout, quelque 25 millions de Russes vivent en dehors de la Russie, dans les différents Etats de la CEI.

La situation se complique encore, à cause des structures géographiques et administratives de l'ancienne Union soviétique qui ne tenaient aucun compte de la répartition des nationalités ou des ethnies, des différences de religion entre des populations européennes slaves, en grande majorité orthodoxes, et les musulmans des républiques d'Asie centrale. De plus, ces Etats sont dirigés, aussi bien par des anciens communistes, des démocrates, des nationalistes, de farouches anti-communistes ou des «dissidents».

Le danger représenté par des nationalismes agressifs apparaît avec tout le sang qui a déjà coulé en Asie centrale, dans le Karabach où Arméniens et Azerbaïdjanais s'affrontent, en Moldavie et même dans les Etats baltes. La guerre civile

entre les Serbes et les Croates en Yougoslavie, voilà un autre exemple de la désintégration entraînée par la montée des nationalismes.

Lors de la création de la CEI, la précipitation a empêché la discussion de nombreux problèmes. Quelques semaines plus tard, il était clair que le nationalisme devenait le fléau spécifique de la CEI, si des mesures, rigoureuses et immédiates, n'étaient pas prises dans les domaines politique, législatif, mais aussi militaire. Voilà la raison pour laquelle les autorités de la Fédération de Russie envoient actuellement des troupes comme forces d'interposition, non seulement dans les régions «chaudes» de la CEI, mais aussi en Yougoslavie. Dans un tel contexte, des formations d'action rapide, engagées sur la base des expériences de l'ONU, ont une grande importance, parce qu'elles peuvent empêcher les affrontements de dégénérer. Il faut engager de telles formations au bon moment, pas seulement lorsque le sang coule, mais dès le moment où un conflit menace. De telles opérations, pour être efficaces, doivent être exécutées rapidement.

Le chaos économique permanent, le désordre politique, les querelles ethniques sur le territoire de l'ancienne Union soviétique risquent de provoquer l'instabilité dans les Etats voisins également. Pourraient s'ensuivre des

migrations massives vers l'ouest ou le sud, des accidents écologiques dont les retombées dépasseraient les frontières de la CEI, une aggravation du terrorisme international, la multiplication d'opérations commerciales illégales et du trafic de drogue et, surtout, l'engagement d'armements ultra-modernes dans des conflits régionaux.

Un monde multiploraire peu sûr

Le contrôle effectif, non seulement de toutes les armes nucléaires, mais également des systèmes conventionnels modernes, qui ne doivent en aucun cas tomber aux mains d'aventuriers dans les régions «chaudes» de la planète, devient un des problèmes les plus graves. Malheureusement, tout indique que les systèmes en place ne

sont pas à même d'empêcher la dissémination des armes conventionnelles. C'est pourquoi les affrontements au Karabach ne sont pas moins intensifs que la guerre civile en Yougoslavie.

Tous les nouveaux Etats issus de la disparition de l'Union soviétique, bien qu'ils aient collectivement accepté ces décisions, ne respectent pas les clauses du traité prévoyant la réduction des forces conventionnelles en Europe, car ils ne sont pas prêts à réduire comme prévu leur potentiel militaire. Le contrôle des armement en pâtit.

Le nationalisme agressif se répand comme une maladie contagieuse bien au-delà des frontières de la CEI, pas seulement en Yougoslavie ou en Tchécoslovaquie, mais aussi dans des Etats comme l'Inde. Le nationalisme pourrait aussi influencer le processus d'intégration dans la Communauté économique européenne.

De telles évolutions compliqueraient beaucoup les efforts des Nations-Unies en vue d'une sécurité collective et d'un nouvel ordre international, ainsi que les travaux du Conseil de sécurité. En effet, une aggravation des conflits régionaux, la dissémination des armes de destruction massive rendraient très difficile le passage à un nouvel ordre mondial qui, selon le président Bush, «devrait enfin apporter la paix, la sécurité et la collaboration en lieu et



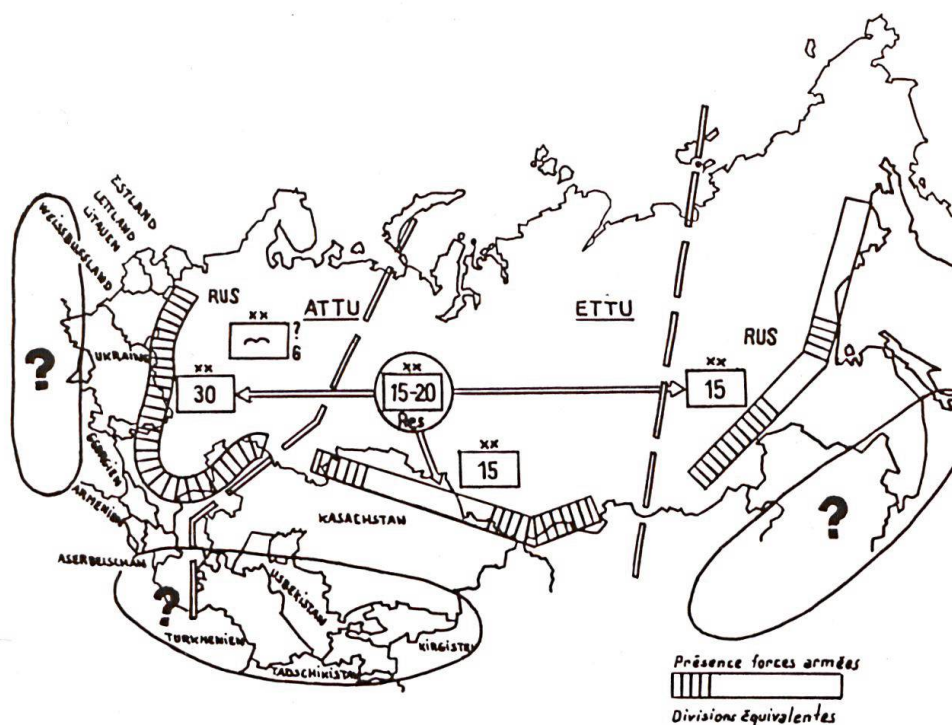
Un type de missile tactique, le SS-1C SCUD-B (portée, environ 400 km). Il peut emporter une tête nucléaire.

place de la guerre froide et d'agressions du style de celle de l'Irak contre le Koweït²».

Dans le prolongement de l'éclatement de l'Union soviétique, il faut accepter la fin d'un ordre mondial bipolaire et constater l'impossibilité pour une puissance quelconque d'exercer une hégémonie mondiale. La thèse, selon laquelle il n'existerait aujourd'hui qu'un centre économique, politique et militaire dans le monde, puisqu'il n'existe plus qu'une seule grande puissance, ne correspond pas à la situation réelle. Bien que certains analystes considèrent les Etats-Unis comme le «gendarme du monde» ou, pour mieux dire, comme le «pompier de la planète», la multipolarité semble à nouveau s'imposer. La guerre du Golfe a montré que les Etats-Unis, eux-mêmes, n'étaient pas en mesure de mener seuls un conflit, même d'intensité moyenne. Elle a mis en évidence la nécessité d'un système international de sécurité, qui ne repose pas sur une seule grande puissance ou une seule alliance, mais sur une volonté de justice et les intérêts de la plus grande partie des Etats de la planète.

L'histoire nous apprend que tout ordre mondial basé sur la multipolarité, qui ne prend pas en compte de tels paramètres, s'avère peu stable et a tendance de générer des guerres chau-

² «(...) a new world order in which peace, security and cooperation finally replace the confrontation of the Cold War, and overcome the kind of threat represented by Irak's aggression.», National Security Strategy of the United States. Washington D.C., August 1991, p. 33.



Déploiement actuel des forces terrestres de la Fédération de Russie.

des. Les deux guerres mondiales apparaissent comme les résultantes d'oppositions entre différents Etats dans un monde multipolaire très militarisé. Ces expériences devraient être toujours présentes dans les esprits de ceux qui travaillent à un nouvel ordre international destiné à favoriser la sécurité et la paix.

L'Allemagne et le Japon, les relations Nord-Sud?

Le système multipolaire, apparu après la guerre froi-

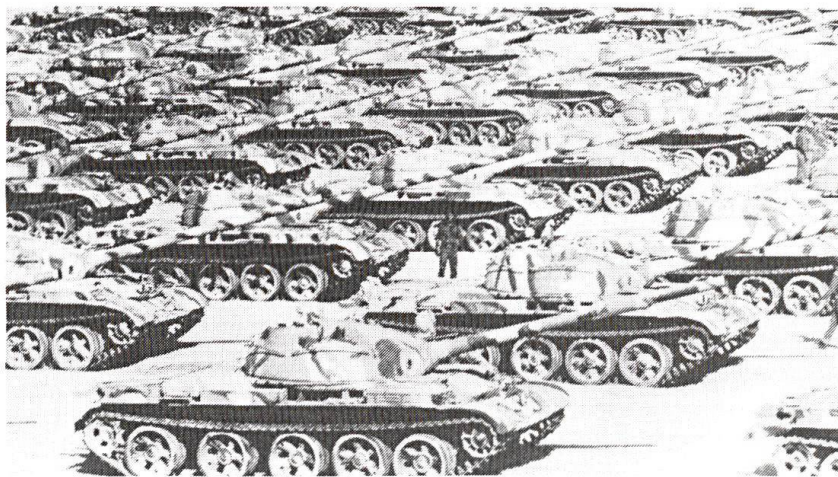
de, n'est pas seulement la conséquence du rapide éclatement de l'Union soviétique, mais au moins de deux autres facteurs. Il existe, d'une part, une incertitude concernant l'évolution des potentiels militaires de l'Allemagne et du Japon; d'autre part, depuis que le risque d'un conflit Est-Ouest a disparu, le danger d'une confrontation Sud-Nord s'aggrave.

L'intensité de ces deux dangers sera fonction de la situation dans la Communauté des Etats indépendants.

En ce qui concerne l'Allemagne et le Japon, il faut constater une grande différence entre une énorme puissance économique et un potentiel militaire modeste. Bien que ces deux pays se montrent aujourd'hui les plus pacifiques du monde, on peut se demander si une telle situation va perdurer. Ni l'économie, ni la technologie n'empêcheraient leurs autorités de décider un réarmement rapide qui leur permettrait de disposer d'un potentiel militaire beaucoup plus puissant; ce changement politique pourrait être rapide.

La disparition de la menace soviétique a permis la réduction des forces américaines stationnées à l'étranger, un tel processus favorisant le développement d'armées nationales dans les pays concernés. Dans la Communauté des Etats indépendants, si tout se passait bien, comme l'espèrent les optimistes, il n'y aurait aucune raison de craindre une dégradation de la sécurité internationale. Pourtant, au cas où les événements, en Russie plus particulièrement, évoluaient défavorablement, il pourrait se produire une course aux armements dans les Etats voisins qui vivaient jusqu'alors en paix.

Voilà qui complique la réalisation d'un nouvel ordre international et qui détériore fortement le bilan. La pire hypothèse pour la stabilité mondiale serait que les forces armées allemandes et japo-



Fondre les systèmes d'arme en surnombre coûte beaucoup d'argent; voilà un des problèmes du désarmement. Ici un parc de T-62 de l'armée soviétique à l'époque de la guerre en Afghanistan.

naïses disposent d'armes nucléaires.

Une aggravation des rapports Nord-Sud serait la résultante de politiques égoïstes et à courte vue qui refusent la collaboration. Malgré la fin de la guerre froide, la course aux armements risque fort de se faire sentir dans les pays du Sud. La dissémination d'armements nucléaires, de moyens de combat chimiques et biologiques, de vecteurs propres à les rendre opérationnels, la vente d'armes conventionnelles modernes, de grande précision et de haute technologie, représentent un danger sérieux pour la sécurité internationale et pour des relations stables Nord-Sud.

De nombreux conflits régionaux, qui favorisaient, avant 1989 déjà, le marché des armes, ont survécu à la guerre froide. Leurs causes ne se trouvent pas dans les différends idéologiques qui existaient, à l'époque de la confrontation entre l'Union

soviétique et les Etats-Unis, mais remontent à des problèmes nationaux, religieux et territoriaux qui opposent un certain nombre d'Etats du Sud.

Le conflit israélo-arabe, les problèmes du Proche et du Moyen Orient, la réunification des deux Corées prennent une importance planétaire, car ils exercent une influence sur la paix mondiale et la stabilité de l'ensemble de la planète.

Le rôle de la Communauté des Etats indépendants

La situation dans les territoires de l'ex-Union soviétique, aussi bien la Fédération de Russie que les autres Etats de la CEI, influencera beaucoup les relations Nord-Sud, car il n'y a pas seulement des frontières communes, mais également des liens entre Etats industrialisés et sous-développés. Au cas où la

Fédération de Russie quittait le système international, cela conduirait à un dramatique déséquilibre politique et stratégique qui risquerait de dégrader gravement la situation internationale.

L'ordre et la stabilité qui, durant un demi-siècle, ont permis le maintien de la paix mondiale, pourraient être alors réduits à néant. Il faut en effet se rappeler que la Russie, puis l'Union soviétique, ont favorisé la stabilité dans de nombreuses crises d'importance mondiale, depuis l'invasion de la Mongolie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Le passage d'un ordre international mondial à un système multipolaire, où les rôles principaux ne sont plus assumés par deux mais par un nombre plus élevé de puissances, donne à ce souci de stabilité une importance particulière. Dans un tel contexte, le plus important est probablement d'assurer le maintien des forces armées russes. Leur dégradation incontrôlée provoquerait de gros dommages à la sécurité mondiale. En effet, l'engagement de formations militaires par des gouvernements d'importance « régionale » peut représenter un danger bien plus grand que le « danger soviétique » d'antan. Afin de faire face à une telle éventualité, un commandement suprême des forces armées de la CEI a été créé, puis un ministère de la Défense de la Fédération de Russie, chargé de

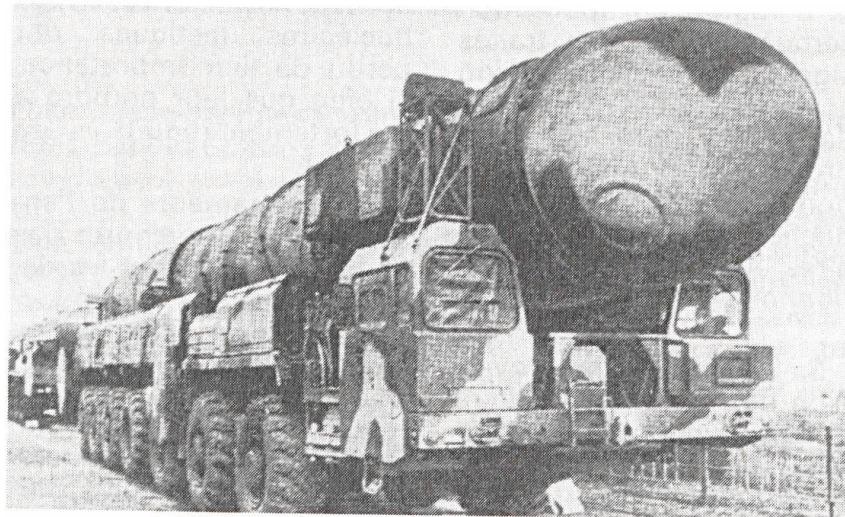
procéder à une réforme des forces armées.

Les changements du climat international, les modifications de la situation économique en Russie, l'aggravation des tensions entre certains Etats de la CEI, la situation interne des républiques exigeaient le retrait des territoires étrangers et la réduction des forces anciennement soviétiques qui se trouvent sous commandement russe. La pénurie de casernes et de logements pour les officiers, liée aux difficultés d'instruction et au manque de places de travail, complique sérieusement la situation. C'est la raison pour laquelle la restructuration, la réforme et la réduction des forces armées de Russie sont planifiées et réalisées en parallèle.

En 1992, la première étape de ces travaux s'achevait, qui avait été principalement consacrée à l'élaboration des bases juridiques touchant aux activités des

forces armées russes. Leur structure actuelle devrait subsister jusqu'en 1995, fin de la deuxième étape qui prévoit la constitution de cinq armes, de structures « armée – division – régiment ». Alors seront mises sur pied des forces mobiles, aptes à assumer des missions limitées sur tout le territoire de la Fédération de Russie; durant cette période, effort principal sur le regroupement des forces nucléaires stratégiques dont la composition dépendra des accords obtenus par la Russie lors des négociations sur les armes stratégiques.

Nouvellement constitués, des groupements de forces conventionnelles sont déployés sur le territoire de la Fédération de Russie; il est prévu d'en réduire les effectifs de 2,8 à 2,1 millions d'hommes. Un système mixte de renforcement des forces armées sera introduit au cours de cette étape. La troisième phase de la réforme (entre 1995 et 2000)



SS-25, système de missile stratégique mobile (portée 10 500 km).

entraînera des mutations dans le domaine militaire. Les forces armées devraient alors être réduites à environ 1,5 million d'hommes.

L'aide occidentale

Les Etats occidentaux peuvent apporter leur contribution aux réformes politiques et économiques de la Russie par leur soutien et par des interventions qui en favorisent le bon déroulement, bien que certains pensent que des influences étrangères aggravent la situation de la Communauté des Etats indépendants. Cependant, l'Occident peut apporter une contribution positive dans trois domaines:

1. Soutien des réformes démocratiques en Russie et renforcement, par des apports économiques, de la paix confédérale dans la CEI.

2. Politique tendant à reconnaître les Etats de la CEI et à mettre en application certains volets des traités signés par l'ancienne Union soviétique, en particulier dans les domaines des droits de l'homme, de la non-prolifération, de la réduction des armes nucléaires et des forces conventionnelles en Europe.

3. Soutien de la conversion de l'industrie militaire à la production de biens civils, ainsi qu'appui à la mise en œuvre de programmes socio-économiques durant la phase de

transition marquant le passage entre l'économie planifiée d'Etat et l'économie de marché.

Leurs problèmes politiques, les peuples de la CEI doivent les résoudre eux-mêmes; les Occidentaux seraient mal avisés de s'en mêler, car ils ne pourraient rien apporter de positif.

La position internationale, la situation économique de la Fédération de Russie, surtout les relations entre les Etats de la CEI auront une grande influence sur les planifications stratégiques et l'état des forces nucléaires. Avec la fin de la guerre froide, il est devenu impérieux de faire des réflexions nouvelles sur le rôle des armes nucléaires. L'unification des deux Allemagnes, l'auto-dissolution du Pacte de Varsovie, le retrait des troupes soviétiques des Etats de l'Europe de l'Est ont séparé les forces de l'ancienne Union soviétique et celles des Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN. Par conséquent, des deux côtés, les armes nucléaires tactiques ont perdu de leur importance, si bien que leur nombre a été fortement réduit.

Les événements de l'année 1991, la rencontre des deux chefs d'Etat et les décisions touchant à la réduction radicale des armes stratégiques ont ouvert un nouveau chapitre dans les relations entre la Fédération de Russie et les Etats-Unis. On ne parle plus seulement de dissuasion, mais de collaboration stratégi-

que stable, même d'intérêts parallèles ou identiques dans le domaine des sécurités nationales respectives.

Les initiatives prises par les deux Etats en vue de la réduction des armes nucléaires résultent, non seulement de l'amélioration du climat international, mais aussi de la prise en compte des difficultés internes, dans la Fédération de Russie et les Etats de la CEI, liées à la nécessité de contrôles plus stricts des armements nucléaires. Elles devraient accélérer le processus de dénucléarisation de l'Ukraine et du Kazakhstan, faciliter la liquidation des missiles «mirvés».

Cette nouvelle donne stratégique permet d'envisager une collaboration dans la solution de problèmes comme

- la destruction des armes nucléaires,
- les systèmes d'alerte ou de pré-alerte contre les missiles balistiques,
- la protection contre des engagements incontrôlés ou accidentels de missiles,
- les contre-mesures face à la menace de tirs balistiques par des Etats tiers.

Même si, dans les années qui viennent, les Etats-Unis et la Fédération de Russie gardent leur capacité de destruction mutuelle totale, leurs armements nucléaires ne sauraient avoir qu'une justification raisonnable: éviter une guerre nucléaire. Si les relations entre la Fédération de Russie et les Etats occidentaux devien-

Etats membres de la Communauté des Etats indépendants

- Arménie
- Azerbaïdjan
- Biélorussie
- Kazakhstan
- Kirghizistan
- Moldavie
- Fédération de Russie
- Tadjikistan
- Turkménistan
- Ukraine
- Ouzbékistan

(La Géorgie ne fait pas partie de la CEI)

nent un fondement pour la sécurité de toutes les parties, partant un gage de paix mondiale, un grand pas en avant aura été fait en direction d'un nouvel ordre international.

Une telle ouverture, dans l'optique russe du moins, devrait reposer sur une collaboration démocratique Est-Ouest. La réalisation d'un tel programme dépendra essentiellement du rôle que la Fédération de Russie jouera dans ce nouvel ordre international, de l'accueil et de la place que la communauté internationale lui accordera. L'avenir de la CEI se trouve dans les mains de ses peuples et ne dépend donc pas, en dernière ana-

lyse, de l'Ouest et de la façon dont il peut soutenir des processus de stabilisation.

Dans cet article, de trop nombreux aspects négatifs de la situation actuelle dans la Communauté des Etats indépendants ont peut-être été mis en évidence. Un scénario de son évolution et de sa démocratisation pourrait éventuellement être plus optimiste, puisque ce grand ensemble, malgré ses problèmes internes, manifeste une forte tendance à collaborer avec l'Occident³.

Octobre 1992

G. M.

³Traduction par les lieutenants-colonels Erwin Drabeck, Otto Gigon et Armin Steiner de l'état-major du corps d'armée de campagne 1.

A propos d'un ouvrage sur la forteresse en Suisse

La version française va paraître!

Au mois de novembre dernier, Orell Füssli publiait en allemand un ouvrage somptueux et richement illustré, intitulé *Die Geschichte der schweizerischen Landesbefestigung*, auquel avait collaboré Hans Rudolf Fuhrer, Walter

Lüem, Jean-Jacques Rapin, Hans Rapold et Hans Senn.

La version française, qui aurait dû sortir en même temps chez Payot, a pris du retard et ne sera prête qu'au printemps. Voilà une

information susceptible d'intéresser nos lecteurs; merci au divisionnaire Denis Borel de nous avoir signalé la chose! Un compte rendu paraîtra dans les colonnes de la *Revue Militaire Suisse* au cours du premier semestre 1993.